



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



Mazars
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

STEF

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

STEF

93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris

Ce rapport contient 55 pages

STEF

Siège social : 93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris
Capital social : € 13 165 649

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société STEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société STEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 « Référentiel comptable » de l'annexe des comptes consolidés qui expose :

- les impacts des premières applications en 2018 des normes IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers,
- les effets attendus de l'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, que le Groupe appliquera à compter du 1er janvier 2019.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation de l'actif immobilisé (y compris écarts d'acquisition)

(Notes 12.1, 12.2, 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés)

Description du risque :

Au 31 décembre 2018, les actifs immobilisés sont constitués des éléments suivants :

- Ecart d'acquisition (186,8 millions d'euros)
- Autres immobilisations incorporelles (18,4 millions d'euros)
- Immobilisations corporelles (1 250,1 millions d'euros) correspondant notamment aux plateformes et entrepôts, matériels de transport et navires.

Le Groupe examine de manière régulière si ses immobilisations incorporelles et corporelles ne sont pas soumises aux indices de perte de valeur décrits en note 12.3 de l'annexe, et le cas échéant, réalise des tests de perte de valeur.

Le Groupe réalise par ailleurs annuellement, un test de perte de valeur des écarts d'acquisition et des éléments incorporels à durée de vie indéterminée selon les modalités décrites dans la note 12.3 de l'annexe. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés, éventuellement regroupés au sein d'Unités Génératrices de Trésorerie (ci-après « UGT »), est inférieure à leur valeur nette comptable. Cette valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et sa juste valeur nette des coûts de vente. La détermination de la valeur recouvrable repose sur des calculs de flux de trésorerie futurs actualisés visant à déterminer la valeur d'utilité des UGT. Ces calculs requièrent des jugements importants de la direction, notamment sur l'établissement des prévisions ainsi que sur le choix des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme retenus.

Par exception, pour l'UGT Maritime, la valeur de marché des navires à dire d'experts est utilisée comme valeur terminale.

Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels et corporels comme un point clé de l'audit, du fait de l'importance de ces actifs au bilan et du recours élevé au jugement de la direction qu'implique cette évaluation, notamment sur l'établissement des prévisions ainsi que sur la détermination des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme retenus.

Notre réponse au risque :

Nos travaux ont consisté, en premier lieu, à revoir le caractère raisonnable des indicateurs de perte de valeur retenus par le Groupe et à apprécier en conséquence l'étendue des tests réalisés sur l'exercice.

Pour les tests visant à déterminer la valeur d'utilité des UGT, nos travaux ont consisté à :

- Apprécier la pertinence des UGT retenues par la direction pour conduire les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition et, le cas échéant, mener des tests de sensibilité sur une structuration différente des UGT ;
- Corroborer l'exhaustivité des éléments composant la valeur comptable des UGT testées et la cohérence de ces éléments avec la façon dont les projections des flux de trésorerie ont été déterminées pour la valeur d'utilité ;
- Apprécier la cohérence des projections de flux de trésorerie avec les dernières estimations de la direction telles qu'elles ont été présentées au Conseil d'Administration dans le cadre des processus budgétaires ;
- Apprécier la cohérence des hypothèses retenues notamment en ce qui concerne les taux de croissance et les taux d'actualisation (WACC) ;
- Analyser le caractère approprié des informations fournies dans la note 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés notamment sur les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs corporels et incorporels à une variation des principales hypothèses retenues ;
- Pour les actifs de l'UGT Maritime, dont la valeur terminale est déterminée sur la base de la valeur de marché des navires, nos travaux ont consisté à obtenir les rapports d'évaluation de ces actifs et d'apprécier la compétence et l'objectivité des experts ayant été sollicités pour conduire ces évaluations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société STEF par l'Assemblée Générale du 18 décembre 1997 pour le cabinet Mazars et du 22 juin 1994 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Mazars était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 24^{ème} année, dont 20 années pour les deux cabinets, depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

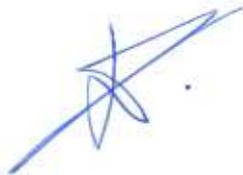
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 28 mars 2019

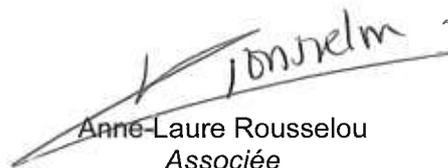
Les commissaires aux comptes

KPMG S.A.



Jérémie Lerondeau
Associé

MAZARS



Anne-Laure Rousselou
Associée

GROUPE STEF

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2018

Sommaire

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ.....	3
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	3
BILAN CONSOLIDÉ.....	4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	5
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	6
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2018	7

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (En milliers d'euros)

	note	Exercice 2018	Exercice 2017	variation
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	3 255 143	2 975 650	9,4%
Consommations en provenance des tiers	5	(2 104 127)	(1 908 839)	10,2%
Impôts, taxes et versements assimilés		(64 090)	(62 210)	3,0%
Charges de personnel	6	(835 286)	(773 583)	8,0%
Dotations aux amortissements et dépréciations d'immobilisations	12	(113 509)	(108 143)	5,0%
(Dotations) Reprises nettes aux dépréciations et provisions	7	(2 772)	(1 154)	
Autres produits et charges opérationnels	8	1 875	10 614	
RESULTAT OPERATIONNEL		137 234	132 335	3,7%
Charges financières	10	(8 178)	(8 856)	
Produits financiers	10	913	259	
Résultat Financier		(7 265)	(8 597)	15,5%
RESULTAT AVANT IMPÔT		129 969	123 738	5,0%
Charge d'impôt	11	(35 717)	(33 284)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	14	298	3 445	
RESULTAT		94 550	93 899	0,7%
* dont part du Groupe		94 433	93 638	0,8%
* dont intérêts minoritaires		117	261	
EBITDA	9	253 515	241 632	4,9%
Résultat par action :		(en euros)	(en euros)	
- de base :	19.3	7,66	7,61	0,6%
- dilué :	19.3	7,64	7,59	0,6%

ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ (En milliers d'euros)

	note	Exercice 2018	Exercice 2017
RESULTAT DE LA PERIODE		94 550	93 899
Gains ou pertes actuariels sur régimes de retraite	20.3	(274)	1 052
Charge d'impôt sur les éléments non recyclables	11.3	70	(427)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui ne sont pas reclassés ultérieurement en résultat		(204)	625
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		902	(2 563)
Part efficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie		981	4 714
Charge d'impôt sur les éléments recyclables	11.3	(102)	(3 213)
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt qui sont reclassés ultérieurement en résultat		1 781	(1 062)
Résultat Global de la période		96 127	93 463
* dont part du Groupe		96 010	93 202
* dont intérêts minoritaires		117	261

BILAN CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

ACTIFS	note	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	12.1	186 799	139 604
Autres immobilisations incorporelles	12.1	18 367	14 776
Immobilisations corporelles	12.2	1 250 080	1 064 434
Actifs financiers non courants	13	31 621	29 157
Participations dans les entreprises associées	14	27 892	29 039
Actifs d'impôt différé	11.3	21 283	19 909
Total de l'actif non courant		1 536 042	1 296 919
Actifs courants			
Stocks et en cours	15	62 939	58 187
Clients	16	508 154	475 305
Autres créances et actifs financiers courants	17	138 570	126 183
Actif d'impôt courant		18 442	21 794
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	18	59 609	59 419
Total de l'actif courant		787 714	740 888
Total des actifs		2 323 756	2 037 807
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
Capitaux propres			
Capital	19.1	13 166	13 166
Primes		-	-
Réserves		679 974	612 656
Capitaux propres part du Groupe		693 140	625 822
Intérêts minoritaires		1 894	2 629
Total des Capitaux propres		695 034	628 451
Passifs non courants			
Provisions non courantes	20-21	37 358	37 680
Passifs d'impôt différé	11.3	39 138	36 746
Dettes financières non courantes (b)	22	406 557	251 819
Total du passif non courant		483 053	326 245
Passifs courants			
Dettes fournisseurs		446 837	397 555
Provisions courantes	21	21 050	18 262
Autres dettes courantes	23	352 823	333 390
Dette d'impôt courant		224	133
Dettes financières courantes (c)	22	324 735	333 771
Total du passif courant		1 145 669	1 083 111
Total des capitaux propres et passifs		2 323 756	2 037 807
Endettement net (b) + (c) - (a)		671 683	526 171
Ratio Endettement net / Total des capitaux propres		0,97	0,84

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)

	note	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31 décembre 2016		13 166	0	590 798	923	(41 352)	(6 502)	557 032	2 327	559 359
Dividendes versés				(27 650)				(27 650)		(27 650)
Achats et ventes d'actions propres						914		914		914
Autres opérations en actions				1 944				1 944		1 944
Opérations avec les intérêts minoritaires				380				380	41	421
Total des transactions avec les actionnaires		0	0	(25 326)	0	914	0	(24 412)	41	(24 371)
Résultat global de la période		0	0	94 263	(2 563)		1 501	93 202	261	93 463
Capitaux propres au 31 décembre 2017		13 166	0	659 735	(1 640)	(40 438)	(5 001)	625 822	2 629	628 451
Dividendes versés				(30 232)				(30 232)	(65)	(30 297)
Achats et ventes d'actions propres						(100)		(100)		(100)
Autres opérations en actions				1 753				1 753		1 753
Opérations avec les intérêts minoritaires				(113)				(113)	(787)	(900)
Total des transactions avec les actionnaires		0	0	(28 592)	0	(100)	0	(28 692)	(852)	(29 544)
Résultat global de la période		0	0	94 229	902		879	96 010	117	96 127
Capitaux propres au 31 décembre 2018		13 166	0	725 372	(738)	(40 538)	(4 122)	693 140	1 894	695 034

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (En milliers d'euros)

	note	Exercice 2018	Exercice 2017
Résultat de la période		94 550	93 899
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions		113 785	108 076
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	8	(906)	(6 220)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	14	(298)	(3 445)
+/- Variation de juste valeur des instruments dérivés	10	(26)	(188)
+/- Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		1 753	1 944
- Impôts différés	11	(395)	(3 099)
Capacité d'autofinancement (A)		208 463	190 967
Elimination de la charge (produit) d'impôt	11	36 112	33 284
Impôts payés (hors CICE)		(27 450)	(34 839)
Variations des autres éléments du BFR		17 466	(5 863)
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)		26 128	(7 418)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (C)=(A+B)		234 591	183 549
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	12	(7 699)	(4 822)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	12	(295 697)	(169 362)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers		(2 612)	(823)
-/+ Encasements et décaissements liés aux acquisitions et cessions d'entreprises nets de la trésorerie acquise	2.3	(44 218)	(7 442)
+ Encasements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		6 604	10 867
+ Dividendes reçus des entreprises associées		1 438	1 051
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (D)		(342 184)	(170 531)
+/- Achats et ventes d'actions propres		(100)	914
- Dividendes versés aux actionnaires de STEF		(30 230)	(27 650)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales		(65)	0
+ Encasements liés aux nouveaux emprunts	22	255 916	142 157
- Remboursements d'emprunts	22	(67 379)	(147 929)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (E)		158 142	(32 508)
Trésorerie nette à l'ouverture *	18	(5 556)	13 934
Trésorerie nette à la clôture *	18	44 993	(5 556)
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (C+D+E) (*)		50 549	(19 490)
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit : *		31/12/2018	31/12/2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie		59 609	59 419
Découverts bancaires		(14 616)	(64 975)
		44 993	(5 556)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2018

Note 1 – Principes comptables	9
1.1 Référentiel comptable	9
1.2 Utilisation d'estimations et d'hypothèses	11
1.3 Options en matière de présentation.....	11
1.4 Indicateurs non comptables.....	11
Note 2 – Périmètre de consolidation.....	12
2.1 Règles et modalités de consolidation.....	12
2.2 Evolution du périmètre	13
2.3 Changements intervenus en 2018	13
2.4 Changements intervenus en 2017 (rappel).....	14
Note 3 – Information sectorielle	16
3.1 Information par activité	17
Note 4 – Produits des activités ordinaires.....	18
Note 5 – Consommations en provenance des tiers	18
Note 6 – Charges de personnel	19
Note 7 – Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions	19
Note 8 – Autres produits et charges opérationnels	19
Note 9 – EBITDA.....	20
Note 10 – Produits et charges financiers	20
Note 11 – Impôts sur les résultat	20
11.1 Analyse de la charge d'impôt sur les bénéficiaires au compte de résultat :	20
11.2 Réconciliation entre la charge d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :	21
11.3 Actifs et passifs d'impôt différé.....	21
Note 12 – Immobilisations incorporelles et corporelles	23
12.1 Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles.....	23
12.2 Les immobilisations corporelles	24
12.3 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations	26
Note 13 – Actifs financiers non courants	28
Note 14 – Participations dans les entreprises associées.....	28
Note 15 – Stocks.....	29
Note 16 – Clients	29
Note 17 – Autres créances et actifs financiers courants	29
Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	30
Note 19 – Capitaux propres et résultat par action.....	30
19.1 Capital social.....	30
19.2 Actions propres	30
19.3 Résultat par action	30
Note 20 – Avantages au personnel	31
20.1 Principes comptables	31
20.2 Hypothèses retenues	32
20.3 Evolution sur l'exercice	32
Note 21 – Provisions.....	34
Note 22 – Dettes financières.....	35
Note 23 – Autres dettes courantes	37
Note 24 – Gestion des risques financiers.....	37
24.1 Risque de crédit	37
24.2 Risque de taux d'intérêt	37
24.3 Risque de change	39
24.4 Risque de liquidité	39
24.5 Risque sur le Gazole	39

24.6	Information sur la juste valeur des instruments financiers par catégorie.....	40
Note 25	– Opérations avec des parties liées	41
25.1	Les rémunérations nettes et autres avantages	41
25.2	Les soldes et transactions avec les entreprises associées.....	42
Note 26	– Honoraires des Commissaires aux comptes.....	42
Note 27	– Engagements hors bilan	43
Note 28	– Locations simples.....	43
Note 29	– Passifs éventuels	43
Note 30	– Événements postérieurs à la clôture.....	43
Note 31	– Liste des sociétés consolidées	44

Préambule

La société STEF et ses filiales (ci-après STEF ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous température contrôlée ainsi que le transport maritime.

La société mère, STEF S.A. est une société de droit français dont le siège situé à Paris 8ème – 93, boulevard Malesherbes et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris.

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 14 mars 2019. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 30 avril 2019. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de STEF, arrondi au millier le plus proche.

Note 1 – Principes comptables

1.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la société STEF sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs financiers classés en juste valeur par OCI (autres éléments du résultat global) et des équivalents de trésorerie qui sont évalués en juste valeur par le résultat.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017 à l'exception des nouvelles normes applicables suivantes :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de locations, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties.

Le mode d'enregistrement de ces revenus dans le compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu, et cela pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en échange du bien ou du service.

L'analyse des contrats clients dans les pays où le groupe génère des revenus n'a conclu à aucune modification des traitements comptables sur la reconnaissance du revenu y compris les revenus liés au négoce de marchandises pour le compte de tiers où le rôle de principal du groupe est confirmé.

En conséquence, la norme IFRS 15 n'a aucune incidence sur la situation nette à l'ouverture de l'exercice 2018.

- IFRS 9 « Instruments financiers » :

La norme IFRS 9 qui remplace la norme IAS 39 sur les instruments financiers comporte 3 volets : classification et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture

La norme IFRS 9 fait l'objet d'une application rétrospective avec effet au 1er janvier 2018. Les principaux impacts sont listés ci-dessous :

- o Classification et évaluation

Les actifs et passifs financiers du groupe ont fait l'objet d'une analyse selon IFRS 9. S'agissant des actifs financiers détenus par le groupe, le seul impact de la norme a été le classement des titres non consolidés en tant qu'actifs évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global.

- o Dépréciation

IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation reposant sur la comptabilisation des pertes de crédit prévues dès le moment où les instruments financiers sont comptabilisés (vision prospective).

Auparavant, le groupe comptabilisait les dépréciations pour toute créance commerciale présentant un risque d'irrecouvrabilité. Ce risque était apprécié au regard d'informations quant à la solvabilité du client, des retards de paiement anormaux et en l'absence de couverture appropriée.

L'analyse conduite par le groupe a été :

- de recenser les charges encourues sur les derniers exercices au titre des créances irrécouvrables
- d'analyser son solde de provisions pour dépréciation au 31/12/2017 afin de distinguer les créances impayées d'une part en raison d'un risque manifeste de crédit et d'autre part en raison d'un litige commercial en cours. Et ainsi d'identifier le risque de crédit réel estimé par le groupe à cette date.
- de recenser les différentes couvertures du risque crédit disponibles telles que les assurances crédit, le recours à la loi Gayssot.

Ainsi le groupe, n'a pas identifié d'impact matériel suite à l'application de cette nouvelle méthode de dépréciation.

o Comptabilité de couverture

Les modifications apportées par IFRS 9 sur la comptabilité de couverture ont pour objectif de rapprocher les modalités de comptabilisation de la gestion des risques des entreprises. L'application des dispositions d'IFRS 9 relatives à la comptabilité de couverture sont sans impact significatif étant donné la nature des instruments dérivés – swaps de taux-utilisés par le groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et amendements suivants dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2018 notamment :

- IFRS 16 « Contrat de location »

La norme IFRS 16 entrera en vigueur dans les états financiers ouverts à compter du 1er janvier 2019. Cette norme remplacera la norme IAS 17 et les interprétations IFRIC et SIC associés. Elle va conduire à comptabiliser au bilan des preneurs la plupart des contrats de location selon un modèle unique, sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif et d'une dette de location et à supprimer notamment la distinction qui était faite précédemment entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement.

Le Groupe a fait le choix de la méthode rétrospective simplifiée comme méthode de transition au 1^{er} janvier 2019. En conséquence, l'information comparative ne sera pas retraitée.

Les principales mesures de simplification retenues par le Groupe sont :

- l'absence de retraitements des contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 12 mois ;
- l'absence de retraitement des contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à 5 K€ ;

Pour les contrats de location précédemment retraités selon la norme IAS 17. Le montant de l'actif et du passif IAS 17 seront égaux au droit d'utilisation et à la dette de location IFRS 16 au 1er janvier 2019.

Le Groupe s'est doté d'un outil informatique de gestion spécifique pour gérer les retraitements liés à l'application de cette norme.

Afin d'appréhender les impacts de cette norme, une simulation a été réalisée sur la base des contrats de location éligibles, en cours au 30 septembre 2018 et non échus au 1er janvier 2019. Environ 3000 contrats éligibles ont été retraités et portent sur des matériels roulants, de baux immobiliers et de matériels de manutention et informatique.

Le résultat de cette simulation aboutit à une estimation de la dette IFRS 16 comprise entre 125 et 155 millions d'euros et à une amélioration de l'EBITDA de l'ordre de 35 à 45 millions d'euros.

1.2 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles.

En raison du caractère incertain inhérent à ces estimations, les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière dans les domaines suivants :

- ✚ détermination des durées d'utilisation des immobilisations (notes 12.1 et 12.2)
- ✚ détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (note 13)
- ✚ qualification des contrats de location
- ✚ évaluation des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises
- ✚ évaluation des provisions pour risques et charges (note 21)
- ✚ reconnaissance des impôts différés actifs
- ✚ évaluation des avantages au personnel (note 22)

1.3 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter par nature les charges opérationnelles au compte de résultat.

La charge de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs, liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices.

Le résultat net de change, est présenté en produits financiers (gain net) ou en charges financières (perte nette).

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

1.4 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

EBITDA : cet indicateur est égal au résultat opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations y compris les pertes de valeur des éléments incorporels, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs.

Endettement net : cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Note 2 – Périmètre de consolidation

2.1 Règles et modalités de consolidation

A. Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle sur une entité est présumé lorsque STEF détient, d'une manière directe ou indirecte, le pouvoir sur l'entité et est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité. STEF doit également avoir la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde sur les droits de vote dont dispose le Groupe. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

B. Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités contrôlées conjointement ou dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

C. Elimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre entités consolidées, sont intégralement éliminées. Les profits internes, réalisés à l'occasion de cessions d'actifs, sont également éliminés de même que les pertes internes. L'existence de pertes internes est un indice de dépréciation.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

D. Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004. Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1er janvier 2004 et antérieures au 1^{er} janvier 2010 sont égaux à la différence existant, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Le groupe évalue l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, plus
- le montant comptabilisé pour toute participation minoritaire de l'entreprise acquise ; plus, si l'acquisition est réalisée par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs et des passifs, et de certains passifs éventuels identifiables.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition avantageuse, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont évalués ultérieurement, à leur coût, diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès la survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur et au minimum une fois par an (cf. note 12.3)

E. Acquisition d'intérêts minoritaires

Les acquisitions d'intérêts minoritaires sont comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et il ne résulte, en conséquence, aucun écart d'acquisition de telles transactions.

Les ajustements de participations minoritaires sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

F. Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des créances et dettes qui font partie, en substance, des investissements nets dans les filiales étrangères et qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

2.2 Evolution du périmètre

	Filiales	Entreprises associées	Total
Nombre de sociétés au 31 décembre 2017 :	228	13	241
Acquisition Project Cold et Orlando Marconi Trasporti (Italie)	2		
Acquisition Express Marée (France)	1		
Création de 4 sociétés sans activité	4		
TUP SNC St Herblain Chasseloire et Speksnjder Transport BV	-2		
Nombre de sociétés au 31 décembre 2018 :	233	13	246

2.3 Changements intervenus en 2018

A. Acquisitions, créations

Le 3 mai 2018, le groupe a acquis en Italie auprès du Groupe Marconi,

- d'une part 100% des titres de participation de deux sociétés de transport et de logistique du surgelé.
- et d'autre part les sites immobiliers de Fidenza et Ascoli.

L'impact de cette acquisition se présente comme suit :

Noms des entités acquises	Opération MARCONI : - Orlando Marconi Trasporti S.r.l (OMT) - Project Cold
Description de l'activité	Distribution et logistique des produits surgelés
Localisation	Fidenza & Ascoli
Date d'acquisition	3 mai 2018
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
Prix du regroupement (intégralement payé en liquidités)	34 515 k€
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(4 104) k€
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	38 619 k€
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	35 670 k€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	970 k€

Pour les besoins fiscaux spécifiques à l'Italie, la valeur de l'écart d'acquisition liée à cette opération s'établit à 10 004 k€. Ce montant correspond à l'écart entre le prix d'acquisition des titres de la société Project Cold S.r.l (STEF Frozen Italia S.r.l depuis le 1er février 2019) et la situation nette comptable de cette entité dans les comptes individuels sur la base de l'évaluation de l'expertise à la date du « Conferimento » le 28/03/2018 - en normes italiennes.

Cet écart d'acquisition fera l'objet d'une réévaluation fiscale volontaire (« affranchimento ») dans le cadre du dispositif visé aux alinéas 10 et 10 bis de l'article 15 du décret-loi n° 185 du 29 novembre 2008, converti en loi par l'article 1 de la loi n°2 du 28 janvier 2009.»

Le 2 juillet 2018, le groupe a acquis la société Express Marée, spécialisée dans le transport et la logistique des produits de la mer.

L'impact de cette acquisition se présente comme suit :

Noms des entités acquises	EXPRESS MAREE
Description de l'activité	
Localisation	Lézignan-Corbières
Date d'acquisition	2 juillet 2018
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
Prix du regroupement	7 875 k€*
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(604) k€
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	8 479 k€
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	22 004 k€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	375 k€

* Le prix d'acquisition comprend :

- Le prix payé donnant lieu à une sortie de trésorerie pour 7 375 k€

- Le complément de prix non décaissé pour 500 k€

B. Trésorerie affectée aux acquisitions et cessions de filiales

En K€	31/12/2018	31/12/2017
Décaissement net suite à l'acquisition de participations consolidées	(43 489)	(3 690)
Décaissement net suite à l'acquisition d'intérêts ne donnant pas le contrôle		(3 752)
Décaissement net suite à l'acquisition d'intérêts minoritaires	(729)	
Encaissement net suite à la cession de filiales		
Total acquisitions	(44 218)	(7 442)

C. Cessions, liquidations, TUP

En janvier, la société Speksnjder Transport BV a fusionné dans la société STEF Nederland.

Fin novembre, le groupe a procédé à une Transmission Universelle de patrimoine de la SNC St Herblain Chasseloire dans la société Immostef France.

D. Acquisition d'intérêts minoritaires

Fin 2018, le groupe a acquis 49% des titres de la société STEF Trento (Italie). Avec cette acquisition, le groupe détient 100% du capital de cette entité.

2.4 Changements intervenus en 2017 (rappel)

A. Acquisitions, créations

- En début d'année, le groupe a créé une SNC dénommée Normandie Export Logistics en partenariat avec le groupe Savencia. Cette société est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 38,7%
- En mai, le groupe a créé une joint-venture, dénommée QSL-STEF, en partenariat avec Quick Services Logistics France. Cette société est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 49%
- Fin mai, le groupe a acquis 100 % des titres de la société Transports Badosa en Espagne par l'intermédiaire de la filiale STEF IBERIA.

L'impact de cette acquisition se présente comme suit :

Noms des entités acquises	Transports BADOSA
Description de l'activité	Transport routier
Localisation	Les Preses (ESPAGNE)
Date d'acquisition	31 mai 2017
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	100,00%
Prix du regroupement payé en liquidités	2 518 K€
Juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés	(66) K€
Ecart d'acquisition (Profit sur acquisition)	2 584 K€
Chiffre d'affaires depuis l'acquisition	7 802 K€
Résultat Opérationnel depuis l'acquisition	5 K€

- En décembre, le groupe a créé des sociétés coquilles destinées à recevoir prochainement des activités. Il s'agit de STEF LOGISTIQUE AULNAY, STEF LOGISTIQUE BRIGNAIS, STEF LOGISTIQUE PLESSIS PÂTE et STEF LOGISTIQUE ST PIERRE DES CORPS.
- Dans le cadre de ses opérations immobilières, le groupe crée, en partenariat avec des promoteurs immobiliers, des SCCV (Sociétés Civiles immobilières de Constructions Vente) afin de participer à des reconversions de sites anciens devenus sans usage dans le groupe :
 - ✓ SCCV INNOVSPACE CORBAS détenue à 25% par le groupe
 - ✓ SCCV PARC DIJON CHAMPOLLION détenue à 49% par le groupe
 - ✓ SCCV SILSA détenue à 49% par le groupe

La durée de vie de ces entités dépend du projet immobilier (entre 15 et 24 mois). Ces entités sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

B. Cessions, liquidations, TUP

Fin décembre, les sociétés d'Orbigny Maritime 1, d'Orbigny Maritime 2 et Atlantique Développement ont fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans la société STIM D'ORBIGNY. Puis STIM D'ORBIGNY a fait l'objet, à son tour, d'une transmission universelle de patrimoine dans la société STEF SA.

Note 3 – Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe :

- qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des produits et d'encourir des charges, y compris des produits et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes du Groupe.
- dont le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par la Direction Générale en vue de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance et
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zones géographiques.

Il est rappelé que le Groupe identifie et présente, en application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », quatre secteurs opérationnels basés sur l'information transmise, en interne, à la Direction Générale qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Ces quatre secteurs représentent les quatre principales activités du Groupe qui opère chacune de ses activités en France au travers de 2 entités distinctes, STEF Logistique pour la logistique et STEF Transport pour le transport. Le développement international du Groupe se fait sous des entités juridiques regroupant le transport et la logistique.

L'activité maritime est, elle, très distincte. Les informations concernant les résultats des secteurs sont incluses dans les tableaux ci-dessous. La performance de chacun des secteurs présentés est évaluée par la direction générale sur la base de leur résultat opérationnel.

3.1 Information par activité

Le compte de résultat par secteur figure ci-dessous :

2018	Activités					Données consolidées
	Transport	Logistique	Internationales	Maritime	Autres	
Chiffre d'affaires des activités	1 385 095	566 833	778 051	111 928	413 236	3 255 143
Résultat d'exploitation courant	91 446	9 080	23 695	7 648	3 490	135 359
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	2 762	(751)	164	10	(310)	1 875
Résultat opérationnel des activités	94 208	8 329	23 860	7 658	3 179	137 234
Charges financières nettes	(2 074)	(2 102)	(3 305)	(1 610)	1 826	(7 265)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(23 409)	(8 087)	(8 185)	(76)	4 040	(35 717)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(425)	247	(313)	0	789	298
RESULTAT	68 299	(1 613)	12 057	5 972	9 834	94 550
Actifs des activités	811 077	575 201	738 357	126 587	72 533	2 323 756
Actifs non affectés						-
Total des actifs						2 323 756
<i>dont écarts d'acquisition</i>	94 237	3 646	79 246	6 816	2 854	186 799
<i>dont entreprises associées</i>	3 703	7 100	2 378	0	14 711	27 892
Passifs des activités	329 302	268 220	326 495	(19 895)	(6 692)	897 430
Passifs non affectés et capitaux propres						1 426 326
Total des passifs						2 323 756
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	34 555	29 716	29 539	7 896	11 803	113 509

2017	Activités					Données consolidées
	Transport	Logistique	Internationales	Maritime	Autres	
Chiffre d'affaires des activités	1 268 906	523 684	692 060	107 256	383 744	2 975 650
Résultat d'exploitation courant	69 259	10 233	30 947	9 108	2 175	121 721
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	2 616	7 386	1 264	(892)	240	10 614
Résultat opérationnel des activités	71 875	17 619	32 211	8 216	2 415	132 335
Charges financières nettes	(2 637)	(2 255)	(2 756)	(2 348)	1 399	(8 597)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(18 431)	(8 582)	(10 004)	80	3 653	(33 284)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	(52)	238	(128)	0	3 387	3 445
RESULTAT	50 755	7 020	19 323	5 948	10 854	93 899
Actifs des activités	745 098	522 247	582 938	109 547	77 977	2 037 807
Actifs non affectés						-
Total des actifs						2 037 807
<i>dont écarts d'acquisition</i>	85 754	3 646	40 534	6 816	2 854	139 604
<i>dont entreprises associées</i>	4 129	6 849	2 691	0	15 370	29 039
Passifs des activités	348 132	263 586	243 474	(16 412)	(15 014)	823 766
Passifs non affectés et capitaux propres						1 214 041
Total des passifs						2 037 807
Montant des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice	40 539	27 437	22 229	7 396	10 542	108 143

Le chiffre d'affaires du secteur « Autres activités » inclut le négoce de marchandises pour le compte de tiers, pour 389 millions d'euros en 2018 contre 362 millions d'euros en 2017.

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du Groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

Le résultat opérationnel du secteur Logistique comprenait en 2017 une plus-value relative à la cession d'un site immobilier dans l'ouest de la France pour 6,5 millions d'euros.

Note 4 – Produits des activités ordinaires

A. Principes comptables

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Les revenus au titre d'une obligation de performance sont enregistrés lorsque cette dernière est satisfaite.

Les produits des activités de transport sont reconnus lorsque la prestation est achevée.

Les produits des activités logistiques sont reconnus au fur et à mesure de l'exécution des prestations convenues.

Les produits dans le cadre du contrat d'approvisionnement de l'activité Restauration Hors Domicile (négoce de marchandises) sont comptabilisés lors de la vente des marchandises aux points de ventes.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public. Ces contributions sont reconnues en chiffre d'affaires au même rythme que l'obligation de performance sous-jacente.

B. Chiffres-clés

	France	Autres régions	Données consolidées
2018			
Chiffre d'affaires	2 412 632	842 511	3 255 143
Actifs non courants des zones	1 037 657	498 385	1 536 042
2017			
Chiffre d'affaires	2 242 461	733 189	2 975 650
Actifs non courants des zones	936 541	360 378	1 296 919

Note 5 – Consommations en provenance des tiers

	2018	2017
Achats hors énergie (dont marchandises RHD)	423 117	393 260
Achats de gazole et autres carburants	149 575	122 487
Achats d'autres énergies	54 422	43 946
Sous-traitance transport	989 921	898 107
Loyers et charges locatives	75 033	71 527
Entretien et maintenance	85 566	81 265
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	180 688	172 643
Assurances et avaries	64 204	50 904
Services extérieurs et divers	81 600	74 700
Total :	2 104 127	1 908 839

La variation de ce poste s'explique principalement par la hausse des achats de marchandises de la Restauration Hors Domicile liée à la montée en performance des enseignes, par l'augmentation des charges de gazole liée à l'évolution à la hausse du prix du carburant et par la progression des charges de sous-traitance Transport pour faire face au surcroît d'activité.

Les loyers et charges locatives comptabilisés en charge au titre des contrats de locations simples sur immobilier, matériels de transports et autres matériels se sont élevés, en 2018, à 75 millions d'euros (71,5 millions d'euros en 2017).

Note 6 – Charges de personnel

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi accordé aux entreprises par le gouvernement français au 1er janvier 2013 est établi sur la base annuelle des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 fois le SMIC. Ce produit est comptabilisé en minoration des charges de personnel.

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions de performance sont définies par la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions ». L'attribution d'actions de performance en France et à l'international représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par STEF. Leur évaluation est directement liée aux performances du Groupe. En conséquence, STEF a inclus la charge correspondante dans le résultat opérationnel dans la rubrique charges de personnel.

	2018	2017
Salaires et rémunérations	578 409	534 525
Charges sociales	225 642	214 506
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	3 467	3 362
Intéressement et Participation des salariés	27 769	21 190
Total :	835 286	773 583

Les charges sociales incluent les charges de l'exercice au titre des médailles du travail. Les éléments relatifs aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont analysés en note 20.

Le produit de CICE positionné en minoration des charges sociales représente 6% de la base annuelle éligible en 2018 (7% en 2017). Ce produit s'établit 21,4 millions d'euros en 2018 (22,5 millions d'euros en 2017) compte tenu de la hausse des effectifs

Les caractéristiques du plan d'attribution d'actions de performance sont décrites dans la partie « renseignements à caractère général » du rapport sur le gouvernement d'entreprises. La charge, y compris les contributions patronales, liée à ces actions s'élève à 2 millions d'euros (2,9 millions d'euros en 2017).

Note 7 – Dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions

	2018	2017
Dépréciation nette des reprises des créances clients	569	(2 836)
Dépréciation d'autres actifs financiers	(64)	(28)
Mouvements nets sur provisions	(3 277)	1 710
Total :	(2 772)	(1 154)

Les mouvements de provisions sont analysés en note 21.

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

	2018	2017
Plus-values de cessions immobilières	2 249	6 737
Plus-values de cessions de matériels roulants	1 079	515
Autres	(1 453)	3 362
Total	1 875	10 614

En 2018, les plus-values de cessions immobilières concernent principalement les sites de Genas, Bourges et Rots Carpiquet.

En 2017, dans la partie « autres », figurait le résultat positif du contentieux lié aux taux de CVAE (2,1 millions d'euros) et les intérêts moratoires sur le remboursement de la taxe à 3% sur les dividendes (0,4 millions d'euros).

Les plus ou moins-values immobilières nettes comprenaient principalement la cession du site de St Herblain dans l'ouest de la France.

Note 9 – EBITDA

	2018	2017
Résultat opérationnel	137 234	132 335
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations	113 509	108 143
Dotations nettes sur dépréciations et provisions (note 7)	2 772	1 154
Total	253 515	241 632

Note 10 – Produits et charges financiers

	2018	2017
Produits financiers		
Autres produits financiers	887	259
Dividendes perçus de participations non consolidées	0	0
Part inefficace des instruments qualifiés de couverture	26	188
Charges financières		
Charges d'intérêts sur passifs financiers au coût amorti	(8 178)	(9 044)
Part inefficace des instruments qualifiés de couverture	0	0
Total	(7 265)	(8 597)

Le résultat financier profite de taux négatifs (Euribor 3mois à -0,32 % en moyenne sur 2018) malgré la hausse des besoins de financement du Groupe consécutifs à des investissements immobiliers et des opérations de croissance externe.

Note 11 – Impôts sur les résultats

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global, auxquels cas ils sont comptabilisés en capitaux propres, ou en autres éléments du résultat global.

Les impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporelles, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles et des pertes fiscales reportables et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer. Ils sont examinés à chaque date de clôture. Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture. Les effets de changement de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

11.1 Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	2018	2017
Charge d'impôt courant		
- Demande de remboursement de la taxe sur les dividendes 2013/2017		3 320
- Taxe de 3 % sur les dividendes		(829)
- Contribution exceptionnelle et contribution additionnelle impôt France		(7 614)
- Charge d'impôt courant	(36 113)	(31 260)
Sous-total charge d'impôt courant	(36 113)	(36 383)
Charge/ produit d'impôt différé (cf 11.3)	396	3 099
Total	(35 717)	(33 284)

11.2 Réconciliation entre la charge d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Résultat avant impôt	129 969	123 738
	34,43%	34,43%
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	(44 748)	(42 603)
Produit de CICE non soumis à l'impôt	7 264	7 758
Incidence des résultats de l'activité maritime soumis à la taxe au tonnage	1 994	1 598
Utilisation de déficits antérieurs non activés	125	740
Création de déficits dans la période non activés	(1 207)	0
Déficits activés dans la période	0	1 196
Différentiel de taux d'impôt à l'étranger	545	1 443
Changement taux d'IS France	0	2 806
Taxe de 3 % sur les dividendes	0	(829)
Demande de remboursement de la taxe sur les dividendes 2013/2017	0	3 320
Contribution exceptionnelle et contribution additionnelle impôt France	0	(7 614)
Autres différences permanentes	310	(1 099)
Impôt effectif	<u>(35 717)</u>	<u>(33 284)</u>
Taux effectif d'impôt	27,5%	26,9%

En 2017, l'effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés résulte des changements successifs des taux d'impôts en France qui portent le taux d'impôt de 34,43% en 2017, à 32,02 % en 2019, à 28,92 % en 2020, à 27,37% en 2021 et à 25,83% en 2022.

11.3 Actifs et passifs d'impôt différé

Les positions nettes d'impôts différés par pays à la clôture se présentent comme suit :

2018	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(16 799)	(636)	(137)	(1 012)	331	269	129	(17 855)

2017	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total groupe
Impôts différés	(15 134)	(797)	(80)	(1 559)	158	368	207	(16 837)

Les principales natures d'impôt différé, ainsi que leurs variations au cours de l'exercice sont les suivantes :

2018	1er janvier 2018	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2018
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	333	956	(145)		1 144
Différences temporaires fiscales	4 395	1 332	213		5 940
Actualisation des prêts à l'effort construction	1 161	265			1 426
Ecart actuariels IAS 19 R	1 406			70	1 476
Charges relatives aux Actions de performance	726	413			1 139
Juste valeur des instruments de couverture	672	(7)		(102)	563
Déficits reportables	2 928	(761)	207		2 374
Prestations internes immobilisées	2 396	(112)	(792)		1 492
Résultats internes	341	63			404
Levées d'option crédit bail	4 967				4 967
Provisions retraite	584	(224)	(2)		358
Total actifs d'impôt différé	19 909	1 925	(519)	(32)	21 283
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(17 223)	(1 801)			(19 024)
Immobilisations corporelles en location-financement	(12 514)	374	(855)		(12 995)
Réévaluation d'immobilisations	(5 281)	384			(4 897)
Impôt de fusion	(1 592)	309			(1 283)
Ecart de conversion	0	(17)			(17)
Autres	(136)	(778)	(8)		(922)
Total passifs d'impôt différé	(36 746)	(1 529)	(863)	0	(39 138)
Impact net	(16 837)	396	(1 382)	(32)	(17 855)

2017	1er janvier 2017	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2017
Actifs d'impôt différé					
Impôts différés nets provenant des comptes sociaux	672	(651)	312		333
Différences temporaires fiscales	5 806	(1 411)			4 395
Actualisation des prêts à l'effort construction	1 152	9			1 161
Ecart actuariels IAS 19 R	1 833			(427)	1 406
Charges relatives aux Actions de performance	0	726			726
Juste valeur des instruments de couverture	3 733	(62)	212	(3 211)	672
Déficits reportables	2 060	868			2 928
Prestations internes immobilisées	2 208	188			2 396
Résultats internes	380	(39)			341
Levées d'option crédit bail	5 472	(491)	(14)		4 967
Lease back	11	(11)			0
Provisions retraite	273	311			584
Autres	(118)	(2)	120		0
Total actifs d'impôt différé	23 482	(565)	630	(3 638)	19 909
Passifs d'impôt différé					
Amortissements dérogatoires	(18 154)	1 064	(133)		(17 223)
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corp.	(61)	61			0
Immobilisations corporelles en location-financement	(13 450)	1 148	(212)		(12 514)
Réévaluation d'immobilisations	(6 258)	977			(5 281)
Impôt de fusion	(1 986)	394			(1 592)
Ecart de conversion	(23)	23			0
Autres	(13)	(3)	(120)		(136)
Total passifs d'impôt différé	(39 945)	3 664	(465)	0	(36 746)
Impact net	(16 463)	3 099	165	(3 638)	(16 837)

Les autres variations comprennent les impacts des entrées de périmètre et des reclassements par nature.

En 2017, les variations au compte de résultat comprennent l'effet des changements de taux d'impôt successifs en France : 32,02 % en 2019, 28,92 % en 2020, 27,37% en 2021 et 25,83% en 2022.

Le Groupe estime que, sur la base des plans d'actions engagés localement et des prévisions de résultat qui en découlent et qui ont été établies sur la base d'hypothèses prudentes, les filiales porteuses d'actifs d'impôts différés disposeront dans un avenir prévisible de bénéfices imposables suffisants sur lesquels ces actifs reconnus pourront s'imputer.

L'ensemble des bases d'impôts différés non reconnues, au titre des pertes reportables, s'élève à fin 2018 à 25,7 millions d'euros principalement sur la France (24 millions au 31 décembre 2017).

Note 12 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées au coût amorti sous déductions des pertes de valeur en application d'IAS 36 (note 12.3).

12.1 Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

C. Ecart d'acquisition

Les principes comptables relatifs aux écarts d'acquisition sont décrits en note 2.1.D.

L'évolution des écarts d'acquisition sur la période est la suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	139 604	137 018
Acquisition de filiales et d'activités	47 195	2 586
Cession de filiales	-	-
Dépréciations		
Valeur nette au 31 décembre	186 799	139 604

En 2018, l'évolution de ce poste correspond d'une part, à l'acquisition des activités frigorifiques du groupe Marconi pour 38,6 M€ et d'autre part, à l'acquisition de la société de transport des produits de la mer Express Marée pour 8,6 M€. Ces écarts d'acquisitions sont en cours d'évaluation.

D. Immobilisations incorporelles

- Principes comptables :

Les immobilisations incorporelles, autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsqu'il est démontré que ces logiciels généreront des avantages économiques futurs probables du fait d'une amélioration significative des processus d'exploitation, et que le Groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour les mener à bien et a l'intention de les utiliser ou de les commercialiser.

- Evolution de la valeur nette comptable :

Le détail des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeurs brutes	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2016	120 686	24 565	145 251
Acquisitions	4 605	218	4 823
Mouvements de périmètre	41		41
Autres variations	522	(524)	(2)
Cessions et mises au rebut	(1 119)	(9)	(1 128)
Au 31 décembre 2017	124 735	24 250	148 985
Acquisitions	4 927	2 772	7 699
Mouvements de périmètre	153	2	155
Autres variations	666	(197)	469
Cessions et mises au rebut	(426)	(28)	(454)
Au 31 décembre 2018	130 055	26 799	156 854
Amortissements et dépréciations	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2016	111 527	12 805	124 332
Dotations	10 452	590	11 042
Mouvements de périmètre	39	0	39
Autres mouvements	236	(10)	226
Reprises et cessions	(1 111)	(319)	(1 430)
Au 31 décembre 2017	121 143	13 066	134 209
Dotations	4 087	759	4 846
Mouvements de périmètre	131		131
Autres mouvements	(247)	(3)	(250)
Reprises et cessions	(422)	(27)	(449)
Au 31 décembre 2018	124 692	13 795	138 487
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	3 592	11 184	14 776
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	5 363	13 004	18 367

12.2 Les immobilisations corporelles

- Principes comptables :

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes récents, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf sont les suivantes :

↓ Entrepôts et plates-formes :	25 – 30 ans
↓ Extensions ultérieures :	20 ans
↓ Immeubles de bureaux :	40 ans
↓ Matériel et installation de production :	10 ans
↓ Agencements et installations :	6 à 10 ans
↓ Navires :	20 ans
↓ Matériel de transport :	5 à 9 ans
↓ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
↓ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif éligible sont incorporés au coût de l'actif. Les actifs éligibles sont les navires acquis à neuf, dont la durée de construction excède largement 12 mois.

Les subventions d'investissements sont des aides reçues d'autorités publiques pour contribuer au financement de certains investissements. Conformément à l'option offerte par la norme IAS 20, le groupe a choisi de présenter les subventions d'investissements en déduction du coût des immobilisations financées, ce qui a pour effet de réduire les bases d'amortissement et les dotations aux amortissements.

Par ailleurs, STEF utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs", des "semi-remorques" et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location, dans des conditions suffisamment incitatives à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a, lors de sa mise en place, les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

- Evolution de la valeur nette comptable :

L'évolution des immobilisations corporelles est la suivante :

Valeurs brutes	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2016	1 135 308	135 670	280 697	542 469	2 094 144
Acquisitions	69 167	19 523		80 551	169 241
Mouvements de périmètre	10	2 713		114	2 837
Cessions et mises au rebut	(11 221)	(3 557)		(14 212)	(28 990)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	20 307	(131)	5 496	(36 278)	(10 606)
Au 31 décembre 2017	1 213 571	154 218	286 193	572 644	2 226 626
Acquisitions	147 357	36 718		113 164	297 239
Mouvements de périmètre	5 209	13 737		10 405	29 351
Cessions et mises au rebut	(24 383)	(5 291)		(22 807)	(52 481)
Autres variations (y compris immobs.en cours)	23 201	48	5 075	(33 763)	(5 439)
Au 31 décembre 2018	1 364 955	199 430	291 268	639 643	2 495 296

Amortissements et dépréciations	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Au 31 décembre 2016	469 325	92 744	183 073	348 698	1 093 840
Dotations	37 227	14 012	7 128	39 248	97 615
Mouvements de périmètre	11	2 017		77	2 105
Cessions et mises au rebut	(8 026)	(2 994)		(13 441)	(24 461)
Autres variations	(1 284)	(119)	(1)	(5 503)	(6 907)
Au 31 décembre 2017	497 253	105 660	190 200	369 079	1 162 192
Dotations	42 601	15 047	7 521	43 494	108 663
Mouvements de périmètre	1 671	6 086		9 345	17 102
Cessions et mises au rebut	(19 031)	(5 097)		(21 738)	(45 866)
Autres variations	2 402	(7)		730	3 125
Au 31 décembre 2018	524 896	121 689	197 721	400 910	1 245 216
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	716 318	48 558	95 993	203 565	1 064 434
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	840 059	77 741	93 547	238 733	1 250 080

Les variations de périmètres concernent l'acquisition des sociétés STEF FROZEN (Ex Project Cold), OMT et EXPRESS MAREE.

Par ailleurs, les acquisitions de la période, situées dans la colonne « autres », comprennent des immobilisations en cours pour un montant de 31,8 millions d'euros (contre 36,7 millions d'euros au 31 décembre 2017).

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le Groupe, par le biais de ses contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
- Véhicules	47 823	15 967
- Installations techniques		-
- Plate-formes et entrepôts	77 059	80 695
- Terrains attachés	28 959	29 476
Total :	153 841	126 138

12.3 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

A. Principes comptables

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification est effectuée une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Des tests de dépréciation sont réalisés dès la survenance d'un évènement indicatif d'une perte de valeur et au minimum une fois par an.

Par ailleurs, le groupe analyse de manière régulière si ses immobilisations corporelles ne sont pas soumises à des indices de perte de valeur, et le cas échéant, réalise des tests de perte de valeur.

Les indices de perte de valeur suivis par le Groupe sont :

- la rentabilité dégradée des Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels tels que définis en note 3 ;
- la non exploitation/inoccupation d'un site ou d'une plateforme ;
- une évolution réglementaire particulière pouvant impacter de façon significative la rentabilité.

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des coûts de la vente. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'une projection budgétaire à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif, obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée, exception faite de l'UGT Maritime pour laquelle la valeur des navires est déterminée à dire d'experts. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie, puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

B. Test de dépréciation des UGT

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2018. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels du Groupe.

Les valeurs d'utilité des UGT, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>International</u>	<u>Maritime</u>
- Taux d'actualisation	8,5%	8,5%	8,5%	8,5%
- Taux de croissance sur horizon explicite	4,4%	4,6%	6,8%	

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux tient compte de l'effet d'impôt.

Pour ce qui concerne l'UGT Maritime, la valeur d'utilité est historiquement déterminée par la somme, d'une part des flux actualisés à horizon de la fin de la DSP et d'autre part de la valeur vénale des navires à dire d'experts utilisée comme valeur terminale. En conséquence du fait de l'échéance de la DSP transitoire à fin 2019, l'essentiel de la valeur est constituée par la valeur de marché des navires.

Ventilation par secteurs des écarts d'acquisition

	Transport	Logistique	Activités Internationales	Maritime	Autres	Total
Ecarts d'acquisition et actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée	100 333	6 094	82 258	7 487	8 994	205 166

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des unités génératrices de trésorerie, la marge des tests correspondant à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable résultant d'une part d'une variation des taux de croissance (baisse d'1pt), d'autre part d'une variation du taux d'actualisation (hausse d'1pt) :

Hypothèses retenues :

Les taux de croissance norminatifs varient de :

Transport	1,5% à 0,5%
Logistique	2,3% à 1,3%
International	2,4% à 1,4%

Le taux d'actualisation (WACC) varie de 8,5% à 9,5%

Résultat des tests :

Le taux d'actualisation qui conduirait à des valeurs recouvrables égales aux valeurs nettes comptables se situe à 16,39%.

en millions d'euros	Marge de résistance à la variation des taux	
	de croissance (baisse de 1pt)	d'actualisation (hausse de 1pt)
31/12/2018		
Transport	765	730
Logistique	101	88
Activités Internationales	296	274
Maritime	61	61
TOTAL	1 224	1 152

Note 13 – Actifs financiers non courants

- Principes comptables

Les actifs financiers représentatifs de titres non consolidés sont évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global. Les actifs dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable sont évalués au coût d'acquisition par simplification et compte tenu de leurs montants globalement non significatifs.

Les prêts et créances comprennent principalement les prêts versés au personnel dans le cadre de la participation à l'effort de construction pour 26 millions d'euros en 2018 (24,5 millions d'euros en 2017). Ces prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés initialement à la juste valeur qui correspond à leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charges au moment du versement.

- Evolution de la période

Les actifs financiers non courants se décomposent de la façon suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global	558	527
Autres actifs financiers au coût amorti	31 063	28 630
Total :	31 621	29 157

Note 14 – Participations dans les entreprises associées

Les données issues des états financiers des sociétés dont les titres sont mis en équivalence figurent ci-dessous :

2018	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	18 868	11 365	7 397	3 968	1 012	1 808	461
GROUPE PRIMEVER (1)	49,00%				12 049	6 602	(1 625)	(796)
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	81 130	36 489	20 124	16 365	7 668	2 872	1 111
NETKO	40,00%	13 771	3 186	3 919	(733)	(184)	(890)	(356)
NORFRIGO (1)	37,65%				24 475	6 338	(34)	(13)
SNC NORMANDIE EXPORT LOGISTICS	38,69%	824	12 507	4 739	7 768	3 005	(1 099)	(425)
OLANO SEAFOOD IBERICA (1)	32,00%				4 447	1 769	(2)	(1)
OLANO VALENCIA (1)	20,00%				1 863	794	222	44
QUICK SERVICE LOGISTIQUE SARL ((1))	49,00%				1 504	737	540	265
STEFIVER TUNISIE (1)	49,00%				150	128	26	12
SCCV CORBAS (1)	25,00%				1	0	(17)	(4)
SCCV DIJON CHAMPOLLION (1)	49,00%				1	0	(1)	(1)
SCCV SILSA (1)	49,00%				50	25		
TOTAL		114 593	63 547	36 179	71 908	27 892	1 800	298

(1) Données chiffre d'affaires et bilancielles non communiquées

2017	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	17 300	9 885	6 526	3 359	857	1 510	385
GROUPE PRIMEVER	49,00%	124 877	110 017	96 343	13 674	7 398	3 639	1 783
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	79 496	35 306	18 875	16 431	7 693	3 143	1 216
NETKO	40,00%	5 209	3 471	3 314	157	172	(128)	(51)
NORFRIGO	37,65%				24 509	6 351	24	9
SNC NORMANDIE EXPORT LOGISTICS	38,69%		12 695	3 829	8 866	3 430	(134)	(52)
OLANO SEAFOOD IBERICA	32,00%				4 449	1 770	(153)	(49)
OLANO VALENCIA	20,00%				1 641	749	(145)	(29)
QUICK SERVICE LOGISTIQUE SARL	49,00%				964	472	463	227
STEFIVER TUNISIE	49,00%				136	121	8	4
SCCV CORBAS	25,00%				7	2	8	2
SCCV DIJON CHAMPOLLION	49,00%							
SCCV SILSA	49,00%				50	25		
TOTAL		226 882	171 374	128 887	74 243	29 039	8 235	3 445

Le groupe n'est partie prenante dans aucune co-entreprise.

Note 15 – Stocks

- Principes comptables

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables et de marchandises de l'activité restauration. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et, pour la plupart, valorisés selon la méthode premier entré/premier sorti (FIFO). Les stocks endommagés font l'objet d'une dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

- Evolution de la période

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Matières premières et fournitures	39 559	35 664
Marchandises RHD	23 388	23 062
Autres	64	61
Total	63 011	58 787
Dépréciations	(72)	(600)
Total	62 939	58 187

L'évolution de ce poste correspond principalement à l'augmentation du stock de palettes lié à la croissance de l'activité transport.

Note 16 – Clients

- Principes comptables

Les créances clients ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. Les créances clients font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

- Evolution de la période

Ce poste se présente comme suit :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Montant brut des créances clients	521 729	489 108
Dépréciations	(13 575)	(13 803)
Total	508 154	475 305

Il n'y a pas de client important au sens d'IFRS 8.

Note 17 – Autres créances et actifs financiers courants

Ce poste est composé de la manière suivante :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Avances et acomptes reçus	10 957	10 710
Créances sociales	2 276	2 638
Créances fiscales hors IS	89 043	81 619
Comptes courants actifs	8 597	6 251
Charges constatées d'avance	8 066	10 250
Autres créances	19 630	14 715
Total	138 570	126 183

Les autres créances ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs et d'indication objective de perte de valeur, ces créances font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

- Principes comptables

Les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Le groupe a opté pour une gestion de ces actifs à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

- Evolution de la période

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
VMP et placements	2 257	2 348
Trésorerie active	57 352	57 071
Total	59 609	59 419

Note 19 – Capitaux propres et résultat par action

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du marché, de soutenir le développement futur de l'activité et d'assurer la liquidité du titre. Pour assurer un certain volume d'échange sur le titre, le Groupe a conclu un contrat de liquidité avec un établissement financier.

19.1 Capital social

Le nombre d'actions composant le capital social est de 13 165 649 actions de valeur nominale de 1€ au 31 décembre 2018 inchangé par rapport à 2017.

Le Conseil d'Administration réuni le 14 mars 2019 a fixé à 2,50 euros par action le dividende à verser au titre de l'exercice 2018 (2,45 euros au titre de l'exercice 2017). Ce dividende n'a pas été comptabilisé dans les états financiers consolidés 2018 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

19.2 Actions propres

Les montants décaissés par le Groupe pour l'acquisition d'actions STEF (actions propres) sont présentés en déduction des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, les montants encaissés ont pour contrepartie les capitaux propres. Les cessions d'actions propres en tant qu'opération entre actionnaires n'engendrent aucun résultat.

19.3 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options, des actions propres acquises par le Groupe qui sont déduites et des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat.

Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces instruments.

Le rapprochement entre les actions existantes au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	exercice 2018	exercice 2017
RESULTAT part du Groupe	94 433	93 638
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	13 165 649	13 165 649
Nombre d'actions propres à fin de période (b)	831 438	848 691
Pondération des mouvements d'actions propres de l'exercice (c)	(528)	(18 586)
Nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) - (b) + (c)	12 333 683	12 298 372
Nombre d'actions propres affecté au plan d'action de performance (d)	(26 971)	(31 008)
Pondération des mouvements des BSAAR de l'exercice		
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué (a) - (b) + (c) - (d)	12 360 654	12 329 380
Résultat par action en Euro :		
- Non dilué :	7,66	7,61
- Dilué :	7,64	7,59

Note 20 – Avantages au personnel

20.1 Principes comptables

A. Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le Groupe sont comptabilisés au passif au fur et à mesure de l'acquisition des droits. Ils sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses et des différences entre les prévisions et les montants versés sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement, vient en déduction du passif. Les différences entre le rendement réel des fonds cantonnés et le produit financier comptabilisé en résultat, sur la base du taux actuariel retenu pour calculer la dette actuarielle, sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

B. Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont des rémunérations versées plus d'un an après le terme de la période au cours de laquelle la prestation a été rendue par le salarié. Ils sont comptabilisés au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évalués selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements relatifs aux avantages post-emploi et aux autres avantages à long terme sont évalués par un actuair indépendant.

20.2 Hypothèses retenues

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

		Zone Euro	Suisse
Taux d'actualisation	2018	1,75%	1,00%
	2017	1,50%	0,75%
Taux d'inflation	2018	1,75%	0,75%
	2017	1,75%	0,75%
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	2018	1,75%	0,75%
	2017	1,50%	0,75%
Taux prévu d'augmentation des salaires	2018	2,25% ou 1,75%	0,50%
	2017	2,25% ou 1,75%	
Duration moyenne (en années)	2018	11	26
	2017	11	26
Age de départ à la retraite	2018	60 à 66 ans	
	2017	60 à 66 ans	
Table de mortalité	2018	TGH/F 05 et RGM/RGF 48	BVG 2015
	2017	TGH/F 05 et RGM/RGF 48	BVG 2015

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu, comme hypothèse, que les salariés quittent le Groupe sur la base d'une demande de départ volontaire. Par conséquent, les indemnités qui leur sont versées en France sont assujetties à charges sociales conformément à la loi Fillon de 2003 et aux lois ultérieures de financement de la sécurité sociale.

Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation variant de 0,25% par rapport au taux ci-dessus. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2,9% ou à une augmentation de 3% selon le sens de la variation du taux d'actualisation.

20.3 Evolution sur l'exercice

Les dettes nettes relatives à ces avantages postérieurs à l'emploi sont détaillées ci-dessous :

	2018	2017
Dettes actuarielles	58 696	55 225
Actifs de couverture	(35 473)	(33 515)
s/total Indemnités de départ à la retraite	23 223	21 710
Médailles du travail	9 729	10 069
Total	32 952	31 779

L'évolution des montants nets comptabilisés au bilan se présente comme suit :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Montant au 1 ^{er} janvier	21 710	22 000
Charge de l'exercice	3 467	3 362
Variation de périmètre	1 355	
Variation des écarts actuariels (Prime versée) / remboursement reçu des compagnies d'assurance	274	(1 052)
Prestations payées	640	
	(4 223)	(2 600)
Montant au 31 décembre	23 223	21 710

La variation de la dette actuarielle est présentée ci-dessous :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Montant au 1 ^{er} janvier	55 225	54 838
Droits acquis au cours de l'exercice et coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	4 289	3 827
Prestations payées	(4 223)	(2 600)
<i>Projection de la dette actuarielle au 31 décembre sur la base des hypothèses en début d'exercice</i>	<i>55 291</i>	<i>56 065</i>
Variation de périmètre	1 355	
Cotisations des employés	1 018	
Ecarts actuariels liés à :		
- des hypothèses démographiques		
- des hypothèses financières	(1 746)	218
- des ajustements d'expérience	2 778	(1 058)
Montant au 31 décembre	58 696	55 225

Le détail de la charge de l'exercice se présente de la manière suivante :

Détail de la charge de l'exercice :	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Droits acquis au cours de l'exercice	3 454	2 999
Dotations employeur	(346)	
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	835	828
Rendement prévu des fonds cantonnés	(476)	(465)
	3 467	3 362

L'échéancier des versements des prestations théoriques est le suivant :

Echéancier des prestations théoriques à payer par années					
	2019	2020	2021	2022	2023
Versements des prestations théoriques	3 326	1 595	2 956	2 986	3 499

La variation de la juste valeur des actifs de couverture est détaillé dans le tableau ci-après :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Montant au 1er janvier	33 515	32 838
Rendement financier attendu	476	465
Ecart actuariels	758	163
Cotisations des employés	1 018	
Dotations employeur	346	
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(640)	49
Juste valeur des actifs au 31 décembre	35 473	33 515

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Les fonds cantonnés, gérés en euros, sont déposés auprès d'investisseurs institutionnels en France et en Suisse. Ils bénéficient de la garantie en capital et, pour l'essentiel, d'une garantie de rendement minimal. Les fonds cantonnés auprès des contrats d'assurances sont composés d'actifs en euros (part principale) et d'actifs diversifiés, offrant pour certains une garantie minimale de taux et dans tous les cas une garantie en capital.

Note 21 – Provisions

- Principes comptables

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le Groupe doit faire face à une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

Les provisions pour litiges commerciaux consécutifs à des avaries survenues lors de l'exécution des prestations de transport et de logistique sont évaluées au cas par cas sur la base des réclamations reçues ou connues à la clôture de l'exercice.

- Evolution de la période

Le détail des provisions pour risques et charges au bilan est le suivant :

	<u>31 décembre 2018</u>	<u>31 décembre 2017</u>
Indemnités de départ à la retraite (note 20)	23 223	21 710
Médailles du travail	9 729	10 069
Provisions litiges	16 637	14 238
Autres provisions	8 820	9 925
Total	58 409	55 942

La variation des provisions pour risques et charges s'explique principalement par la reprise de provisions pour coûts de démantèlement d'actifs immobiliers et des charges non récurrentes liées à des réorganisations de sites.

L'évolution des provisions, autres que celles relatives aux indemnités de départ à la retraite, développées en note 20, se présente comme suit :

	<u>Medailles du travail</u>	<u>Litiges</u>	<u>Autres</u>	<u>Total</u>
Au 1^{er} janvier 2018	10 069	14 238	9 925	34 232
Mouvements de périmètre	0	62	87	149
Autres variations	(682)	52		(630)
Dotations	976	14 329	3 011	18 316
Reprises utilisées	(634)	(9 119)	(3 462)	(13 215)
Reprises non utilisées	0	(2 925)	(741)	(3 666)
Au 31 décembre 2018	9 729	16 637	8 820	35 186
Non courantes	9 729	2 742	2 024	14 495
Courantes		13 895	6 796	20 691
Au 31 décembre 2018	9 729	16 637	8 820	35 186

	Medailles du travail	Litiges	Autres	Total
Au 1er janvier 2017	9 817	12 370	13 908	36 095
Mouvements de périmètre				0
Autres variations	(27)		(361)	(388)
Dotations	939	12 382	5 541	18 862
Reprises utilisées	(660)	(8 450)	(5 187)	(14 297)
Reprises non utilisées	0	(2 064)	(3 976)	(6 040)
Au 31 décembre 2017	10 069	14 238	9 925	34 232
Non courantes	10 069	2 892	3 009	15 970
Courantes	0	11 346	6 916	18 262
Au 31 décembre 2017	10 069	14 238	9 925	34 232

La provision pour litiges couvre, pour la part courante, les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, manutention ou entreposage et pour la part non courante la prise en compte de risques dans des contentieux divers.

Les autres provisions couvrent des risques fiscaux et sociaux.

Note 22 – Dettes financières

- Principes comptables :

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières ainsi que celles engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, nette des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le groupe ne possède pas d'instrument composé au 31 décembre 2018.

Des instruments dérivés sont mis en place par le Groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt lié à son endettement. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Même lorsque l'objectif du Groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IFRS 9 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, les variations de valeur ultérieures sont enregistrées en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées comme suit:

- s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), celles-ci sont inscrites en résultat, sous la même rubrique que les ajustements de la juste valeur de la dette au titre du risque couvert ;
- s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), celles-ci sont enregistrées comme autres éléments du résultat global, pour la partie efficace de la couverture, et sont, par la suite, transférées en résultat lors de la comptabilisation des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture. La part inefficace est, quant à elle, constatée en résultat.

- Evolution de la période

Le détail des dettes financières courantes et non courantes est composé des catégories de dettes suivantes :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	354 207	213 036
Dettes liées à des locations-financement	48 010	33 234
Juste valeur des instruments financiers dérivés	4 340	5 549
Total	406 557	251 819
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des :		
- Emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	49 115	53 296
- Dettes liées à des locations-financement	19 579	9 319
- Autres dettes financières diverses	2 850	2 596
- Billets de trésorerie	235 200	201 500
Juste valeur des instruments financiers dérivés	3 375	2 085
Découverts bancaires et crédits à court terme	14 616	64 975
Total	324 735	333 771
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	731 292	585 590

Pour financer ses investissements, le groupe a fait appel principalement à des emprunts bancaires et à l'émission de billets de trésorerie.

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 :

2018	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	411 037	52 490	217 514	141 033
Location-financement	67 589	19 579	37 727	10 283
Billets de trésorerie	235 200	235 200	-	-
Découverts bancaires	14 616	14 616	-	-
Dettes financières diverses	2 850	2 850	-	-
Total	731 292	324 735	255 241	151 316

2017	Total	Moins d'un an	Échéances plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits (y compris juste valeur des dérivés)	273 966	55 381	124 769	93 816
Location-financement	42 553	9 319	32 442	792
Billets de trésorerie	201 500	201 500	-	-
Découverts bancaires	64 975	64 975	-	-
Dettes financières diverses	2 596	2 596	-	-
Total	585 590	333 771	157 211	94 608

L'exposition du Groupe aux risques de change, de taux et de liquidité du fait de son endettement financier sont analysés en note 24.

Les variations des activités de financement détaillées par flux cash et non cash figurent ci-dessous :

2018	31 décembre 2017	Flux de trésorerie		Flux non cash			31 décembre 2018
		Nouveaux emprunts	Rembours.	Mouvements périmètre	Variation de juste valeur	Effet de change	
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit	265 229	193 340	(56 153)	26		880	403 322
Dettes liées à des locations financement	42 554	28 876	(11 226)	7 385			67 589
Billets de trésorerie	201 500	33 700					235 200
Dettes financières diverses & ICNE	2 598		252				2 850
Découverts bancaires et crédits à court terme	64 975		(52 163)	1 804			14 616
Juste valeur des instruments financiers dérivés	8 734				(1 019)		7 715
Total :	585 590	255 916	(119 290)	9 215	(1 019)	880	731 292

Note 23 – Autres dettes courantes

Les autres dettes courantes comprennent les éléments suivants :

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Avances et acomptes versés	22 350	23 757
Dettes sociales	189 848	178 073
Dettes fiscales	107 012	97 330
Produits constatés d'avance	8 756	17 132
Comptes courants passifs	973	923
Dettes sur acquis. d'actifs	14 320	12 751
Autres dettes	9 564	3 424
Total	352 823	333 390

Note 24 – Gestion des risques financiers

24.1 Risque de crédit

Aucun client ne représente plus de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats et la situation financière du Groupe. Le groupe dispose également d'un contrat d'assurance contre le risque de défaillance de ses clients qui est renouvelé de manière régulière.

Les placements financiers sont constitués de titres de premier rang et sont négociés avec des banques, elles-mêmes de premier rang.

Le Groupe souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes.

Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des dérivés actifs et passifs au bilan.

24.2 Risque de taux d'intérêt

La structure de la dette financière par type de taux, après prise en compte de l'effet des instruments de couverture de taux, est la suivante :

	2018		2017	
	Taux fixes	Taux variables	Taux fixes	Taux variables
Emprunts bancaires	338 562	299 960	229 571	220 160
Dettes liées à des locations-financement	63 263	4 326	37 087	5 467
Dettes financières diverses	2 850	7 715	2 596	8 734
Découverts bancaires et crédits à court terme	-	14 616		81 975
Total des dettes financières après couverture	404 675	326 617	269 254	316 336

L'objectif du Groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la mise en place de nouveaux contrats de financements immobiliers soit en contractant directement à taux fixe avec les établissements prêteurs, soit en mettant en place des contrats de swaps. Cette politique de couverture du Groupe doit permettre d'optimiser l'adossement des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes, tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

En France, 25 swaps sont actifs au 31 décembre 2018, totalisant un notionnel cumulé couvert de 128 millions d'euros. Les swaps de taux sont parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 9 et 15 ans à l'origine.

En Espagne, 2 swaps couvrent une partie de la dette en crédit-bail pour un montant de près de 3,6 millions d'euros. Par ailleurs un swap de taux d'intérêt permet de couvrir le financement de la plateforme de Torrejon, pour un notionnel couvert de 2,9 millions d'euros sur une durée résiduelle de 2 ans.

En Italie, deux swaps de taux sont parfaitement adossés aux financements des plateformes de Tavazzano et Mairano, pour un nominal de 10,2 millions d'euros. Au cours de l'année 2018, un swap de taux a été mis en place pour couvrir le financement de l'immobilier de Fidenza (Marconi) pour un notionnel de 66,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

En Belgique, la filiale STEF LOGISTICS SAINTES dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de sa plateforme de Saintes, pour un nominal d'environ 2 millions d'euros arrivant à échéance en 2024.

Au Pays-Bas, la filiale STEF NEDERLAND acquise en septembre 2014 dispose d'un swap de taux pour un nominal de 0,3 million d'euros arrivant à échéance en 2020.

Analyse de sensibilité au risque de taux :

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt, à la date de clôture, aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées constantes.

(-) Débit / (+) Crédit	Impact sur le Compte de résultat		Impact sur le résultat global	
	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps	Hausse de 50 bps	Baisse de 50 bps
Charges d'intérêt sur actifs/passifs à taux variable	1 595	(1 595)	0	0
Variation de JV des dérivés	0	0	4 042	(4 192)
Impact net	1 595	(1 595)	4 042	(4 192)

Exposition du bilan aux risques de taux

Au 31 décembre 2018	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
	Dettes financières*	29 844	291 517	161 530
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(28 467)	(3 154)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(59 609)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	29 844	231 908	133 063	237 533
Notionnels des dérivés	37 171	(37 171)	176 130	(176 130)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	67 014	194 737	309 193	61 403

* Hors juste valeur des instruments dérivés

Au 31 décembre 2017	Courant		Non courant	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
	Dettes financières*	11 854	318 733	83 895
Actifs financiers non courants (note 4.12)			(26 083)	(3 074)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4.18)		(59 419)		
Exposition nette avant prise en compte des dérivés	11 854	259 314	57 812	159 300
Notionnels des dérivés	26 704	(26 704)	146 801	(146 801)
Exposition nette après prise en compte des dérivés	38 559	232 610	204 613	12 499

* Hors juste valeur des instruments dérivés

24.3 Risque de change

L'essentiel des flux en dehors de la zone euro concerne la Suisse, dont l'activité représente moins de 1 % du chiffre d'affaires du Groupe. Sur ce périmètre, les revenus et les coûts associés sont majoritairement comptabilisés en franc suisse, ce qui limite l'impact d'une variation du taux de change €/CHF sur les résultats du Groupe.

24.4 Risque de liquidité

Le Groupe dispose d'une gestion centralisée de trésorerie qui lui assure la maîtrise de l'ensemble des disponibilités de ses filiales.

Les besoins de trésorerie du Groupe sont assurés, majoritairement, par des lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère.

STEF dispose au 31 décembre 2018, de 9 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 148,5 millions d'euros. Au 31 décembre 2018, elles sont utilisées à hauteur de 50 millions d'euros.

En février 2016, afin de compléter et diversifier sa base de prêteurs et de réaliser des économies de charges financières, le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie d'un montant plafond de 350 millions d'euros. Ces billets sont émis par STEF SA sur des maturités allant de 1 jour à 1 an. L'encours du programme au 31 décembre 2018 est de 235,2 millions d'euros.

La société STEF dispose également de crédits spots totalisant 32 millions d'euros, non utilisés au 31 décembre 2018, et d'autorisations de découverts, sans échéance convenue, totalisant 103 millions d'euros dont 15 utilisées au 31 décembre 2018. Les besoins de trésorerie courants des filiales sont assurés principalement par la maison-mère via une convention de centralisation de trésorerie européenne.

Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découvert disponibles et crédits spots, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au Groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 ou 6,5 et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,7. Au 31 décembre 2018, le Groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Les flux de trésorerie contractuels attachés aux passifs financiers et aux dettes de locations financement s'analysent comme suit :

	2018 Valeur comptable	Échéances des flux de trésorerie contractuels		
		Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires	403 322	49 115	212 588	141 619
Location-financement	67 589	19 579	37 727	10 283
Découverts bancaires	14 616	14 616	-	-
Billets de trésorerie	235 200	235 200	-	-
Passifs financiers dérivés	7 715	3 059	4 926	(587)
Dettes financières diverses	2 850	2 850	-	-
s/total dettes financières	731 292	324 419	255 241	151 316
Fournisseurs	446 837	446 837	-	-
Autres dettes courantes	352 464	352 464	-	-
Total	1 530 593	1 123 720	255 241	151 316

24.5 Risque sur le Gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le Groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations des véhicules.

24.6 Information sur la juste valeur des instruments financiers par catégorie

	Valeur au bilan 31/12/2018	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	87		87		
Autres actifs financiers non courants	8 893			8 893	
Prêts et créances des activités de financement	22 170			22 170	
Titres de placement	471		471		
s/total : actifs financiers non courants	31 621	-	558	31 063	-
Clients	508 154			508 154	
Autres débiteurs	157 012			157 012	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 609	59 609		-	
Actifs	756 396	59 609	558	696 229	-

	Valeur au bilan 31/12/2018	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers dérivés	7 715	26	7 689		
Dettes des activités de financement	708 961			641 372	67 589
Passifs financiers courants	14 616			14 616	
s/total : dettes financières	731 292	26	7 689	655 988	67 589
Fournisseurs	446 837			446 837	
Autres créanciers	353 047			353 047	
Passifs	1 531 176	26	7 689	1 455 872	67 589

	Valeur au bilan 31/12/2017	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	92		92		
Autres actifs financiers non courants	7 327			7 327	
Prêts et créances des activités de financement	21 303			21 303	
Titres de placement	435		435		
s/total : actifs financiers non courants	29 157	-	527	28 630	-
Clients	475 305			475 305	
Autres débiteurs	147 977			147 977	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59 419	59 419		-	
Actifs	711 858	59 419	527	651 912	-

	Valeur au bilan 31/12/2017	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autre résultat global	Instruments financiers au coût amorti	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers dérivés	8 734	182	8 552		
Dettes des activités de financement	511 881			469 327	42 554
Passifs financiers courants	64 975			64 975	
s/total : dettes financières	585 590	182	534 302	8 552	42 554
Fournisseurs	397 555			397 555	
Autres créanciers	333 523			333 523	
Passifs	1 316 668	182	1 265 380	8 552	42 554

Les actifs et passifs financiers n'entrant pas dans le champ d'application de la norme IFRS 9 sont principalement constitués de dettes de location-financement.

Hiéarchie des justes valeurs au 31 décembre 2018

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		558	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 257	57 352	
Actifs	2 257	57 910	
Instruments dérivés		7 715	
Passifs		7 715	

Portefeuille des dérivés au 31 décembre 2018

	Juste valeur	A l'actif	Au passif	Part efficace comptabilisée en Résultat Net Global de la	Nominal couvert	Maturité moyenne	Taux de référence
Swaps	(7 715)		(7 715)	993	213 301	4 ans	Euribor

Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèles de valorisation (type Black & Sholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement.

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable, au risque de crédit près.

Note 25 – Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF sont les entreprises associées, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 81,49 % des droits de vote à l'assemblée de STEF.

25.1 Les rémunérations nettes et autres avantages

Les rémunérations nettes et autres avantages versés aux administrateurs et aux dirigeants ont été les suivants, en euros :

	2018	2017
Traitements et salaires	1 819 738	1 391 066
Jetons de présence	128 691	132 204
Total	1 948 429	1 523 270
Avantages à court terme :	1 716 503	1 523 270
Avantages postérieurs à l'emploi :	231 926	-
Avantages à long terme :	Néant	Néant
Indemnités de fin de contrat de travail :	Néant	Néant
Paiements en actions *	155 075	412 148

* Quote-part de charges IFRS 2 de l'exercice pour les administrateurs et dirigeants.

Les salaires et traitements présentés donnent, sur une base annuelle, le cumul des rémunérations nettes ainsi que les avantages versés aux anciens et nouveaux administrateurs et dirigeants.

25.2 Les soldes et transactions avec les entreprises associées

Les soldes et transactions avec les entreprises associées s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2018				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte-courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Froid Combi						
Groupe Primever	117	(928)		1 632	1 438	(8 472)
Messageries Laitières	3 274			1 995	28 525	
Netko	126	(481)	1 200		481	(1 041)
SNC Normandie Export Logistics			1 393			
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia				308		
QSL-STEF	9 144	(16)		3 552	30 668	(19)
Stefover Tunisie						

	Soldes au 31 décembre 2017				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts LT	Compte -courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Froid Combi						
Groupe Primever	70	(298)		1 585	1 981	(7 945)
Messageries Laitières	3 058			862	27 551	(4)
Netko	171		1 200		860	(100)
SNC Normandie Export Logistics			1 341			
Olano Seafood Iberica						
Olano Valencia	5					
QSL-STEF				5 066		
Stefover Tunisie						(66)

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché. Il n'est pas intervenu de transaction significative, en 2018 et 2017, entre le Groupe d'une part, et les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

Note 26 – Honoraires des Commissaires aux comptes

En K€	Mazars				KPMG			
	Montants		%		Montants		%	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
AUDIT								
D) Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	1 022	943	93%	90%	837	798	100%	99%
a) Émetteur	124	123	11%	12%	173	171	21%	21%
b) Filiales intégrées globalement	897	820	82%	78%	664	627	79%	78%
II) Services autres que la certification des comptes	72	108	7%	10%	0	6	0%	1%
a) Émetteur	21	21	2%	2%	0	6	0%	1%
b) Filiales intégrées globalement	51	87	5%	8%	0	0	0%	0%
TOTAL	1 094	1 051	100 %	100 %	837	804	100 %	100 %

Les honoraires de commissariats aux comptes des autres cabinets s'élèvent à 110 K€ pour l'année 2018 (110 K€ en 2017). Les services autres que la certification des comptes concernent principalement le rapport sociétal et environnemental et les audits d'acquisition d'entreprises.

Note 27 – Engagements hors bilan

En K€	2018	2017
Engagements reçus		
Engagements liés au financement	0	0
Engagements liés aux activités opérationnelles	5 362	1 869
Engagements liés au périmètre consolidé	7 750	2 880
Lignes de crédit disponibles à moyen terme non utilisées	98 500	138 000
Crédits spots et découverts bancaires non utilisés	121 000	53 000
Autres engagements reçus	0	783
TOTAL	232 612	196 532
	2018	2017
Engagements donnés		
Engagements liés au financement	926	250
Engagements liés aux activités opérationnelles	50 690	42 635
Engagements liés au périmètre consolidé	0	0
Autres engagements donnés	537	1 927
TOTAL	52 153	44 812

Les engagements liés aux activités opérationnelles comprennent principalement des commandes fermes d'immobilisations corporelles non encore exécutées qui s'élèvent à 50,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 (contre 38,2 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Note 28 – Locations simples

Les loyers et charges locatives liés aux contrats de locations simples sur immobilier, matériels de transport et autres matériels se sont élevés, en 2018 à 75 millions d'euros (71,5 millions d'euros en 2017).

Note 29 – Passifs éventuels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

En février 2018, Corsica Ferries a assigné devant le Tribunal de Commerce de Marseille le groupement SNCM (par l'intermédiaire de ses liquidateurs judiciaires) et La Méridionale.

Corsica Ferries estime que la réponse conjointe des deux sociétés à la consultation en vue de l'attribution de la Délégation de service public pour la période 2014-2023 (délégation aujourd'hui annulée), constituait une pratique anti-concurrentielle, alors même que le cahier des charges de cette consultation l'autorisait.

Le Groupe estime que cette action judiciaire n'est pas légitime et prépare une action en défense avec l'aide de ses avocats.

L'affaire a été renvoyée à l'audience de procédure qui aura lieu le 26 mars 2019.

Note 30 – Événements postérieurs à la clôture

- Le 4 janvier 2019, le groupe a acquis 100% des titres de la société Transports Frigorifiques Grégoire Gaillard.
- Le 1^{er} mars 2019, le groupe s'est porté acquéreur de 60% des titres de la sociétés NETKO pour détenir 100% du capital de cette société.
- La Méridionale a candidaté à la nouvelle Délégation de Service Public portant sur la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2020. L'appel d'offres porte sur cinq lignes de dessertes.

Le 13 février 2019, la Collectivité de Corse lui a notifié qu'elle était admise aux négociations pour trois d'entre elles (Bastia, Ile Rousse et Porto Vecchio). La Méridionale a introduit un recours en référé précontractuel auprès du tribunal administratif de Bastia pour contester son éviction sur les lignes d'Ajaccio et Propriano. L'audience est fixée au 13 mars 2019 pour un délibéré à intervenir dans les meilleurs délais.

Note 31 – Liste des sociétés consolidées

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés :

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
Société STEF-SA (Mère)		
Atlantique SA (Espagne)	100%	100%
Bretagne Frigo	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (EFNE)	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques du Sud-Ouest (EFSO)	100%	100%
FSD	100%	100%
GIE STEF Geodis	50%	50%
Institut des métiers du froid	100%	100%
SLD Aix-en-Provence	100%	100%
SNC STEF-TFE Services	100%	100%
STEF Information et Technologies	100%	100%
STEF IT Portugal	100%	100%
STEF Logistics Courcelles (Belgique)	100%	100%
STEF Logistics Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Logistique Plouénan	100%	100%
STEF Suisse	100%	99%
STEF Nederland (Pays-Bas) et ses filiales	100%	100%
STEF Bodegraven BV	100%	100%
STEF International Bodegraven BV	100%	100%
STEF Eindhoven BV	100%	100%
Speksnijder Transport BV	0%	100%
Société des Glacières et frigorifiques de St Nazaire (SGN) et sa filiale :	100%	100%
SNC Loudéac Froid	100%	100%
Immostef et ses filiales :	100%	100%
Blue EnerFreeze	100%	100%
Entrepôts Frigorifiques de Normandie Loire (EFNL)	100%	100%
Frigaurice	100%	100%
Les Frigorifiques du Périgord	100%	100%
GEFA	100%	100%
Normandie Souchet	100%	100%
SCI BV 18	100%	100%
SCI des Vallions	100%	100%
SCI Fresh 5	100%	100%
SCI Fresh 7	100%	100%
SCI Immo	100%	100%
SCI Immotrans 42	100%	100%
SNC Adour Cap de Gascogne	100%	100%
SNC Agen Champs de Lassalle	100%	100%
SNC Allonnes Entrepôts	100%	100%
SNC Atton Logistique	100%	100%
SNC Bondoufle La Haie Fleurie	100%	100%
SNC Brignais Charvolin	100%	100%
SNC Burnhaupt Les Mulhouse	100%	100%
SNC Carros La Manda	100%	100%
SNC Cavailon Le Castanie	100%	100%
SNC Cergy Frais	100%	100%
SNC Cergy Froid	100%	100%
SNC de la Vesvraise	100%	100%
SNC Donzenac Entrepôts	100%	100%
SNC Donzenac La Maleyrie	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
SNC France Plateformes	100%	100%
SNC Gap Plan de Lardier	100%	100%
SNC Immotrans 49	100%	100%
SNC Immotrans 56	100%	100%
SNC Immotrans 69	100%	100%
SNC La Pointe de Pessac	100%	100%
SNC Le Mans Faraday (ex FIM)	100%	100%
SNC Les Essarts Sainte-Florence	100%	100%
SNC Louverne Les Guichérons	100%	100%
SNC Mâcon Est Replonges	100%	100%
SNC Mions La Perrinière	100%	100%
SNC Plan d'Orgon sur Durance	100%	100%
SNC Reims La Pompelle	100%	100%
SNC Saran Les Champs Rouges	100%	100%
SNC St Herblain Chasseloir	0%	100%
SNC Strasbourg Pont de L'Europe	100%	100%
SNC Toussieu Chabroud	100%	100%
SNC Trangé Le Bois Chardon	100%	100%
SNC Valence Pont des Anglais	100%	100%
STEF Logistique et ses filiales :	100%	100%
Alpha 2	100%	
Beta 2	100%	
Gamma 2	100%	
KL Services (KLS)	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Paté	100%	100%
STEF Logistique St Pierre des corps	100%	100%
STEF Logistique Aix	100%	100%
STEF Logistique Aix-en-Provence	100%	100%
STEF Logistique Alsace	100%	100%
STEF Logistique Arnage	100%	100%
STEF Logistique Atton	100%	100%
STEF Logistique Aulnay-sous-Bois	100%	100%
STEF Logistique Aurice	100%	100%
STEF Logistique Bain de Bretagne	100%	100%
STEF Logistique Bondoufle	100%	100%
STEF Logistique Bourgogne	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Nord	100%	100%
STEF Logistique Bretagne Sud	100%	100%
STEF Logistique Brignais	100%	100%
STEF Logistique Cergy	100%	100%
STEF Logistique Darvault	100%	100%
STEF Logistique Distribution Cergy	100%	100%
STEF Logistique Distribution Montsout	100%	100%
STEF Logistique Distribution Vitry	100%	100%
STEF Logistique Fuveau	100%	100%
STEF Logistique Givors	100%	100%
STEF Logistique Tigery	100%	100%
STEF Logistique Le Plessis Belleville	100%	100%
STEF Logistique Lesquin	100%	100%
STEF Logistique Lorraine Surgelés	100%	100%
STEF Logistique Méditerranée	100%	100%
STEF Logistique Midi-Pyrénées Limousin	100%	100%
STEF Logistique Mions	100%	100%
STEF Logistique Montbartier	100%	100%
STEF Logistique Montsout	100%	100%
STEF Logistique Moulins-Les-Metz	100%	100%
STEF Logistique Nemours	100%	100%
STEF Logistique Niort	100%	100%
STEF Logistique Nord	100%	100%
STEF Logistique Normandie	100%	100%
STEF Logistique Pays de Loire	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
STEF Logistique Pessac	100%	100%
STEF Logistique Rhône-Alpes	100%	100%
STEF Logistique Rouen	100%	100%
STEF Logistique Saint-Dizier	100%	100%
STEF Logistique Saint-Sever	100%	100%
STEF Logistique Santé	100%	100%
STEF Logistique Sorgues	100%	100%
STEF Logistique Tours	100%	100%
STEF Logistique Toussieu	100%	100%
STEF Logistique Vénissieux	100%	100%
STEF Logistique Vitry	100%	100%
STEF Restauration France	100%	100%
STEF Transport Montsoult	100%	100%
STEF TSA	100%	100%
STEF TSA Orléans Nord	100%	100%
STEF TSA Rhône Alpes	100%	100%
Compagnie Méridionale de Participation (CMP) et sa filiale :	100%	100%
La Méridionale et ses filiales :	98%	98%
A.M.C	98%	98%
Cie Méridionale de Manutention (CMM)	98%	98%
SNC PIANA	98%	98%
STEF Transport et ses filiales :	100%	100%
Dispack	100%	100%
Epsilon	100%	100%
Ebrex France et sa filiale :	100%	100%
STEF Logistique Salon de Provence	100%	100%
Express Marée	100%	
Immotrans 35	100%	100%
Sigma	100%	100%
STEF Eurofrischfracht	100%	100%
STEF International Strasbourg	100%	100%
STEF International Paris	100%	100%
STEF International Ouest	100%	100%
STEF International Lyon	100%	100%
STEF International Bordeaux	100%	100%
STEF Logistique Caen	100%	100%
STEF Logistique Vannes	100%	100%
STEF Transport Agen	100%	100%
STEF Transport Alpes	100%	100%
STEF Transport Angers	100%	100%
STEF Transport Avignon	100%	100%
STEF Transport Bordeaux Bègles	100%	100%
STEF Transport Boulogne	100%	100%
STEF Transport Bourges	100%	100%
STEF Transport Brive	100%	100%
STEF Transport Caen	100%	100%
STEF Transport Cavailon	100%	100%
STEF Transport Chaulnes	100%	100%
STEF Transport Clermont-Ferrand	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
STEF Transport Côte d'Azur	100%	100%
STEF Transport Dijon	100%	100%
STEF Transport Epinal	100%	100%
STEF Transport Saint Lô	100%	100%
STEF Transport Investissement	100%	100%
STEF Transport Landivisiau	100%	100%
STEF Transport Langres	100%	100%
STEF Transport Laval	100%	100%
STEF Transport Le Mans	100%	100%
STEF Transport Le Rheu	100%	100%
STEF Transport Lesquin	100%	100%
STEF Transport Lille	100%	100%
STEF Transport Limoges	100%	100%
STEF Transport Lorient	100%	100%
STEF Transport Lyon	100%	100%
STEF Transport Lyon Est	100%	100%
STEF Transport Mâcon	100%	100%
STEF Transport Marseille	100%	100%
STEF Transport Metz	100%	100%
STEF Transport Metz Nord	100%	100%
STEF Transport Montpellier	100%	100%
STEF Transport Mulhouse	100%	100%
STEF Transport Nantes Carquefou	100%	100%
STEF Transport Narbonne	100%	100%
STEF Transport Niort 1-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Niort 2-La Crèche	100%	100%
STEF Transport Orléans	100%	100%
STEF Transport Paris Athis	100%	100%
STEF Transport Paris Distribution	100%	100%
STEF Transport Paris Plessis Belleville	100%	100%
STEF Transport Paris Rungis	100%	100%
STEF Transport Paris Vitry	100%	100%
STEF Transport Pilotage France	100%	100%
STEF Transport Plan d'Orgon	100%	100%
STEF Transport Quimper	100%	100%
STEF Transport Reims	100%	100%
STEF Transport Rennes	100%	100%
STEF Transport Chateaubourg	100%	100%
STEF Transport Rethel	100%	100%
STEF Transport Rouen	100%	100%
STEF Transport Saint Amand	100%	100%
STEF Transport Saint Brieuc	100%	100%
STEF Transport Saintes (Belgique)	100%	100%
STEF Transport Saint-Sever	100%	100%
STEF Transport Seafood Lyon	100%	100%
STEF Transport Strasbourg	100%	100%
STEF Transport Tarbes	100%	100%
STEF Transport Toulouse	100%	100%
STEF Transport Tours	100%	100%
STEF Transport Valence	100%	100%

SOCIÉTÉS INTÉGRÉES GLOBALEMENT	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
STEF Transport Vannes	100%	100%
STEF Transport Velaines	100%	100%
STEF Transport Vendée	100%	100%
STEF Transport Vire	100%	100%
Stefover	100%	100%
TFE International Ltd (Royaume-Uni)	100%	100%
Tradimar Bordeaux	100%	100%
Transport Frigorifique Normandie	100%	100%
Transports Frigorifiques des Alpes (TFA)	100%	100%
Transports Frigorifiques Spadis et sa filiale :	100%	100%
STEF Transport St-Etienne	100%	100%
STEF Italia Holding S.r.l et ses filiales :	100%	100%
STEF Logistics Italia S.r.l	100%	100%
Immostef Italia S.r.l (détenue à 49% par Immostef France)	100%	100%
STEF Italia SpA et ses filiales :	100%	100%
CDL S.r.l	51%	51%
Project cold et sa filiale :	100%	
Orlando Marconi Trasporti S.r.l	100%	
SLF Sicilia S.r.l	97%	97%
STEF Trento S.r.l	100%	51%
STEF International Italia S.l.r	100%	100%
STEF Seafood Italia S.r.l	100%	100%
STEF Logistica e Distribuzione S.r.l	100%	100%
STEF Iberia et ses filiales :	100%	100%
Immostef Portugal S.L.U	100%	100%
Logirest S.L.U	100%	100%
STEF Los Olivos S.A.U	100%	100%
STEF Portugal-Logistica E Transporte LDA	100%	100%
Transportes Badosa S.A.U	100%	100%
Immostef Espana S.L.U et sa filiale :	100%	100%
Friomerk S.A.U et sa filiale:	100%	100%
Euromerk S.A.U	100%	100%

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	Pourcentage de contrôle	
	31-déc-18	31-déc-17
Participations de STEF Transport :		
Froidcombi	25%	25%
Messageries Laitières	39%	39%
Stefover Tunisie (filiale de Stefover)	49%	49%
Groupe Primever	49%	49%
Olano Seafood Iberica	32%	32%
Normandie Export Logistics	39%	39%
Participations de STEF Logistique :		
QSL - STEF	49%	49%
Participations d'Immostef :		
Norfrigo	38%	38%
SCCV Innovespace Corbas	25%	25%
SCCV Parc Dijon Champollion	49%	49%
SCCV SILSA	49%	49%
Participation de STEF Iberia :		
Olano Valencia (Espagne)	20%	20%
Participation de STEF Nederland :		
Netko	40%	40%